

Contexte politique

L'enfance est une expérience marquée par le genre. Les besoins et les droits de la fillette requièrent donc une attention particulière dans les politiques relatives aux enfants. L'exposition des filles et des garçons aux stéréotypes de genre dans les médias et dans l'éducation et la différence de traitement des filles et des garçons contribuent à des choix éducatifs et professionnels stéréotypés. Les filles sont plus exposées à la violence fondée sur le genre, y compris les abus sexuels, la pornographie et la traite des êtres humains. D'autres formes de violence qui exploitent les nouvelles technologies pour cibler les enfants, et plus particulièrement les filles, sont apparues récemment, comme le cyberharcèlement. Les filles vivant dans des zones rurales éloignées, les filles en situation de handicap, les filles roms et les filles placées dans des institutions pour enfants rencontrent encore des difficultés pour accéder aux soins de santé, à l'éducation et aux services sociaux. En outre, les habitudes alimentaires et la santé générale et sexuelle ont une dimension genrée et sont vécues différemment par les filles et les garçons.

Les conclusions du Conseil de l'UE sur le rapport de la présidence slovène (2008)

- Considèrent que les politiques et les engagements de l'UE en faveur des enfants ne tiennent pas suffisamment compte du genre.
- Déclarent qu'une attention particulière n'est accordée aux désavantages spécifiques subis par les filles que dans quelques domaines (certaines formes de discrimination et de violence, comme les mutilations génitales féminines, par exemple).

La stratégie de l'Union européenne pour les droits de l'enfant (2011)

- Vise à faciliter la mise en œuvre effective des dispositions de la Charte des droits fondamentaux de l'UE concernant les droits de l'enfant et de la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant.
- Propose diverses actions concrètes (justice adaptée aux enfants, protection des enfants dans des situations vulnérables, lutte contre la violence à l'égard des enfants à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, par exemple).

Les directives de la Commission européenne (2011-2012)

- Identifient les enfants particulièrement exposés à un risque de violence et visent à renforcer le cadre de protection des victimes (directive 2011/36/UE relative à la traite des êtres humains, directive 2011/92/UE relative

à la lutte contre les abus sexuels commis contre les enfants).

- Soulignent que des services spécialisés sont nécessaires pour les groupes vulnérables (femmes victimes d'abus et leurs enfants) (directive 2012/29/UE relative aux victimes de violence).

Rapport consultatif à la Commission européenne et conclusions du Conseil «Emploi, politique sociale, santé et consommateurs» (EPSCO) (2012)

Aborde l'impact de la crise économique et financière sur les enfants.

La recommandation de la Commission européenne (2013)

- Reconnaît le risque accru de pauvreté et d'exclusion sociale des enfants.
- Souligne que l'égalité de genre et la lutte contre la discrimination subie par les enfants pour quelque motif que ce soit doivent faire partie de tout effort de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale des enfants.
- Reconnaît que les enfants sont des détenteurs de droits indépendants et appelle à une action ciblant les problèmes spécifiques aux enfants (réduction de l'abandon scolaire précoce, par exemple) et la violence à l'égard des enfants.

Objectifs stratégiques du plan d'action de Pékin et indicateurs de l'UE

- L.1.** Éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard de la petite fille.
- L.2.** Éliminer les comportements et pratiques culturelles préjudiciables aux filles.
- L.3.** Promouvoir et protéger les droits de la petite fille et faire mieux connaître ses besoins et son potentiel.
- L.4.** Éliminer la discrimination à l'égard des filles dans l'enseignement, l'acquisition de capacités et la formation.
- L.5.** Éliminer la discrimination à l'égard des filles dans les domaines de la santé et de la nutrition.
- L.6.** Éliminer l'exploitation économique du travail des enfants et protéger les jeunes filles qui travaillent.
- L.7.** Éliminer la violence contre la petite fille.



- L.8.** Sensibiliser les petites filles et favoriser leur participation à la vie sociale, économique et politique.
- L.9.** Renforcer le rôle de la famille dans l'amélioration de la condition de la petite fille.

En 2008, sous la présidence slovène, le Conseil a approuvé trois indicateurs qui évaluent l'éducation sexuelle et relationnelle, la portée de l'image négative que les filles et les garçons ont d'eux-mêmes et les résultats relatifs des filles et des garçons en mathématiques et en sciences à l'âge de 15 ans, ainsi que la présence des femmes dans l'enseignement supérieur dans les domaines dans lesquels elles ont tendance à être sous-représentées.

La base de données «Les femmes et les hommes dans l'UE — Faits et chiffres», développée par l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, fournit les données et informations les plus récentes et peut être consultée à l'adresse:

<http://eige.europa.eu/gender-statistics/women-and-men-in-the-eu-facts-and-figures>

Conclusions tirées des données de l'UE

Rétrécissement de l'écart entre les filles et les garçons en matière de résultats en mathématiques et en sciences

Les résultats de l'étude PISA 2012 (étude PISA de l'Organisation de coopération et de développement économiques) indiquent que les résultats des filles sont inférieurs

à ceux des garçons en mathématiques. Cependant, les différences entre les résultats des filles et des garçons semblent se réduire par rapport à 2009. En sciences, les différences entre les résultats des filles et des garçons sont moindres et les filles font mieux que les garçons dans la majorité des États membres.

Le pourcentage d'étudiantes dans la formation des enseignant(e)s et dans les sciences de l'éducation était très élevé en 2006 et le reste, atteignant 77 % de la population étudiante au niveau de l'UE en 2012.

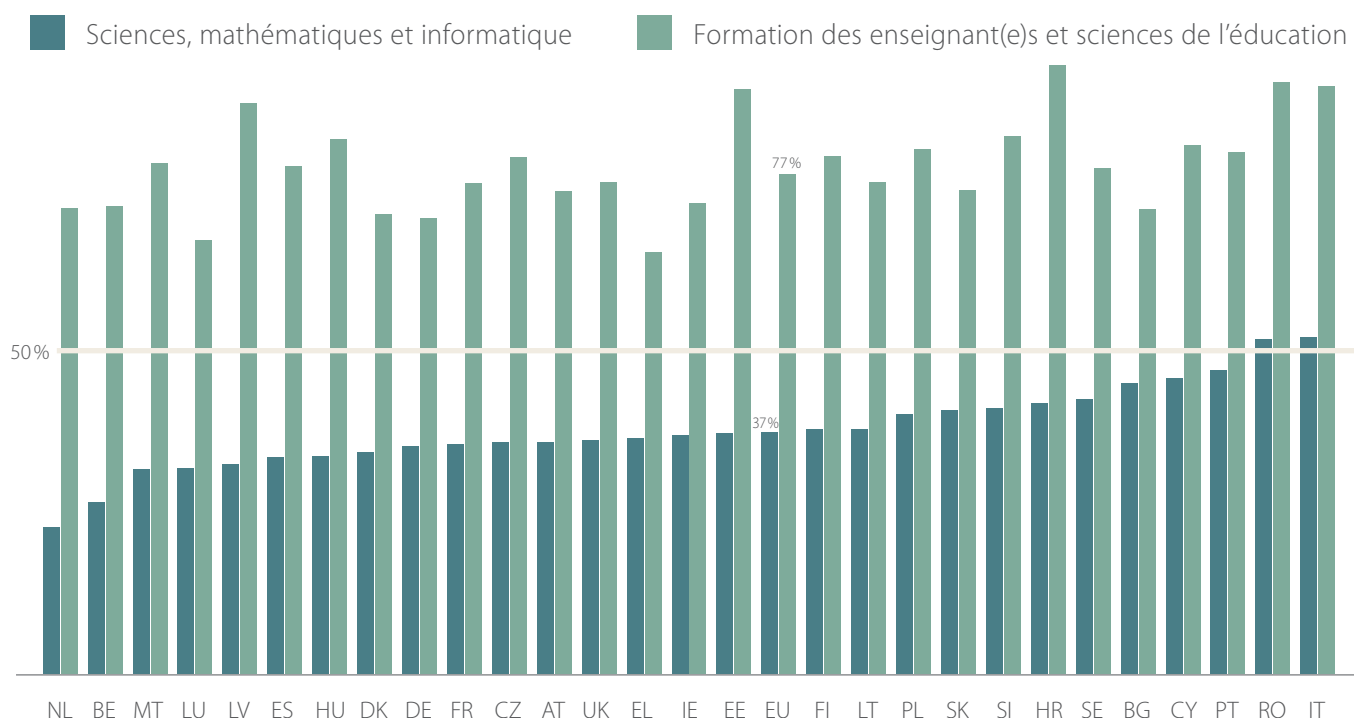
Le principal déséquilibre entre les sexes en défaveur des femmes peut être observé parmi les étudiant(e)s du supérieur dans le domaine des sciences, des mathématiques et de l'informatique. En 2012, les filles représentaient moins de 50 % des étudiant(e)s de ces filières dans la majorité des États membres.

L'éducation sexuelle et relationnelle varie dans l'UE et tend à être axée sur la santé

L'éducation sexuelle et relationnelle varie entre les États membres et s'adresse à des tranches d'âge différentes. En 2012, l'éducation sexuelle n'était pas obligatoire dans sept États membres. De nombreux États membres ne proposent des cours d'éducation sexuelle et relationnelle qu'à un jeune âge, alors que seuls quelques-uns les ont inscrits au programme de toute la scolarité.

Dans tous les États membres, l'éducation sexuelle et relationnelle est essentiellement axée sur des questions telles que la contraception, les maladies sexuellement transmissibles et les grossesses non désirées. Dans la plupart des cas, les programmes de cours n'abordent pas des thèmes comme la violence fondée sur le genre, les stéréotypes de genre dans les relations romantiques, la stigmatisation des jeunes infecté(e)s par le VIH/sida et

POURCENTAGES D'ÉTUDIANTES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PAR RAPPORT À L'ENSEMBLE DES ÉTUDIANT(E)S (2012)



Source: Eurostat, Statistiques de l'éducation.



des jeunes lesbiennes, gays, bisexuel(le)s et transgenres (LGTB). Plusieurs États membres ont mis en œuvre des politiques visant à garantir l'égalité d'accès des filles à la santé sexuelle et génésique et à leurs droits en la matière.

Dès leur plus jeune âge, les jeunes filles ont une perception négative de leur corps

L'enquête de 2009-2010 sur les comportements liés à la santé chez les enfants d'âge scolaire (CSEAS), «Déterminants sociaux de la santé et du bien-être chez les jeunes», fournit des informations sur le développement de l'image corporelle que les filles et les garçons ont d'eux-mêmes en interrogeant des filles et des garçons sur leur indice de masse corporelle (IMC) réelle et leur perception de leur propre corps.

En 2010, le nombre de filles et de garçons ayant déclaré «être un peu gros» ou «beaucoup trop gros» variait selon les États membres, mais globalement et dans le temps, plus de filles que de garçons ont formulé ces commentaires; 27 % des filles de 11 ans surestimaient leur poids, contre 22 % des garçons. Dans le même temps, les calculs d'indice de masse corporelle montrent que les garçons (17 %) sont plus susceptibles d'être médicalement en surpoids ou obèses que les filles (13 %) à 11 ans.

L'image négative que les filles ont d'elles-mêmes s'aggrave avec l'âge, le pourcentage le plus élevé d'insatisfaction se situant à l'âge de 15 ans. Chez les jeunes de 15 ans, un pourcentage considérable de filles (40 %) se déclarait en surpoids en 2010, contre 22 % de garçons. Systématiquement, en raison de la perception négative de leur corps, les filles sont plus susceptibles d'entamer

des régimes à un très jeune âge. La proportion de filles entamant un régime augmente avec l'âge alors qu'elle diminue chez les garçons.

Ces comportements résultent également de l'impact des stéréotypes de genre et des médias sur l'image que les filles ont d'elles-mêmes, en stigmatisant le poids et la silhouette, un aspect qui n'est pas encore pris en compte par les indicateurs actuels.

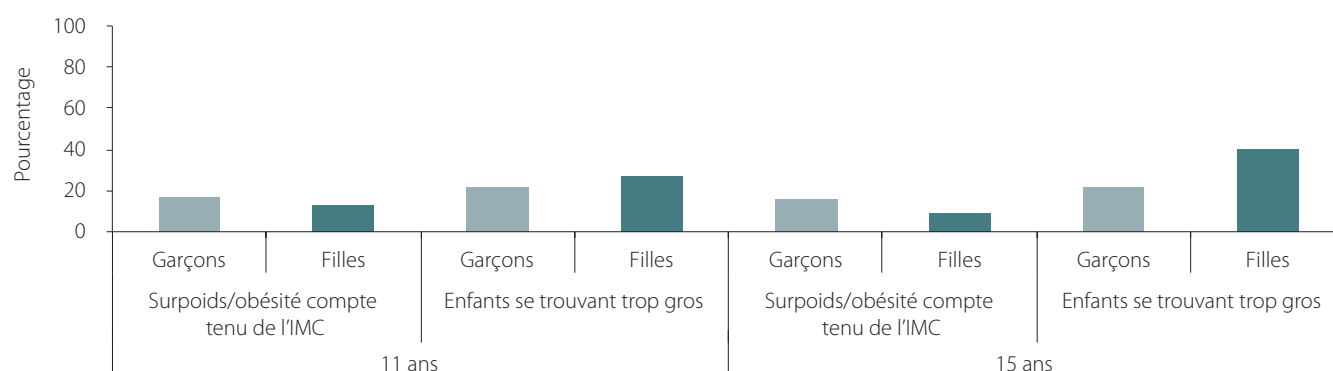
Les stéréotypes de genre touchent différemment des groupes de filles spécifiques

Les situations et les défis spécifiques que rencontrent les filles roms ont fait l'objet de mesures et de politiques dans plusieurs États membres ayant des communautés roms. Des problèmes tels que l'abandon scolaire précoce, les résultats scolaires inférieurs et le taux élevé d'analphabétisme doivent être résolus. Le même phénomène peut être observé chez les filles d'origine immigrée ou issues de familles pauvres. Ces filles ont tendance à quitter l'école tôt parce qu'elles doivent trouver un travail peu rémunéré ou assumer des responsabilités familiales ou de soins.

Nouvelles formes de violence visant les filles

De nouvelles formes de violence recourant aux nouvelles technologies pour cibler les enfants — et plus particulièrement les filles — ont récemment fait leur apparition (comme le cyberharcèlement). Certains États membres ont commencé à modifier leur législation pour protéger les filles contre cette forme de violence psychologique, notamment à un âge où elle peut avoir des conséquences catastrophiques sur le bien-être des filles.

IMAGE DE SON PROPRE CORPS: INSATISFACTION DES FILLES ET DES GARÇONS PAR RAPPORT À LEUR CORPS



Source: Enquête sur les comportements liés à la santé chez les enfants d'âge scolaire (CSEAS).

Initiatives utiles

Quelques États membres ont développé des actions genrées encourageant les filles et les garçons à envisager des matières et des **filières professionnelles** «non traditionnelles». L'Allemagne, l'Autriche et les Pays-Bas ont leur journée annuelle des filles, et le Danemark, Chypre et la Pologne font état d'actions similaires, comme la campagne «Des filles ingénieures» en Pologne. En Estonie, des journées d'orientation professionnelle sont organisées pour les filles (et les garçons) et un soutien et une formation sont mis en place pour encourager les filles et les garçons à choisir des carrières non traditionnelles. Des formations à l'autonomisation sont également organisées (CEE-ONU, 2014).

Plusieurs États membres ont mentionné des actions destinées aux filles faisant l'objet d'une discrimination spécifique, et la Roumanie et la Slovénie ont élaboré des **programmes destinés à améliorer l'accès à l'éducation** des enfants issus de la communauté rom.



Les problèmes de santé et la lutte contre la violence à l'égard des filles figuraient parmi les initiatives remarquées dans les rapports adressés à la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU). Le Danemark, la Hongrie et le Portugal ont introduit la vaccination contre les infections à papillomavirus humain (HPV) pour les adolescentes, alors qu'en Croatie, le programme de lutte et de prévention des maladies sexuellement transmissibles propose des conseils spécifiques aux filles et aux parents sur le HPV. La Hongrie et l'Autriche ont mis en évidence l'intérêt de cibler les ressources sur les groupes de filles les plus vulnérables. L'Autriche finance des services d'aide d'urgence «pour les filles et les jeunes femmes victimes ou risquant d'être victimes d'un mariage forcé», tandis que la Hongrie gère un programme visant les adolescentes considérées comme «exposées à plusieurs risques», comme les jeunes mères et les toxicomanes.

PROGRÈS ET OBSTACLES DANS LE DOMAINE L: LA PETITE FILLE

PROGRÈS	OBSTACLES
<ul style="list-style-type: none"> L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a élaboré des normes qui servent de base à la mise en œuvre des orientations sur l'éducation sexuelle et relationnelle des États membres. L'écart entre les résultats des filles et des garçons se réduit dans les mathématiques. Les filles obtiennent de bons résultats en sciences (et font le plus souvent mieux que les garçons). 	<ul style="list-style-type: none"> L'éducation sexuelle et relationnelle varie grandement dans l'UE et porte essentiellement sur les aspects liés à la santé. Les filles ont plus tendance à penser à tort qu'elles sont en surpoids, ce qui peut porter préjudice à leur santé. Les filles sont sous-représentées dans le domaine des sciences, des mathématiques et de l'informatique à l'école et dans l'enseignement supérieur. Les filles sont toujours plus susceptibles de choisir des carrières dans l'enseignement et la formation.

La voie à suivre pour l'UE

- Les perspectives des filles doivent s'inscrire dans une approche holistique, recoupant d'autres domaines du programme d'action de Pékin (santé, éducation, pauvreté, médias, par exemple).
- La progression des résultats obtenus par les filles en mathématiques et en sciences doit être consolidée en parvenant à une représentation plus équilibrée entre filles et garçons dans l'enseignement supérieur en sciences, en mathématiques et en informatique.
- Une approche plus holistique de l'éducation sexuelle et relationnelle est nécessaire pour élargir l'accent mis sur l'effet des normes, des attitudes et des stéréotypes et pour promouvoir des relations égales entre les sexes.
- La bonne perception de son image corporelle et les mesures abordant l'image que les filles ont d'elles-mêmes doivent être renforcées dès le plus jeune âge, notamment les normes, les attitudes et les stéréotypes.
- Des mesures sont nécessaires pour lutter contre les formes de violence recourant aux nouvelles technologies (comme le cyberharcèlement).

Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE)

L'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) est le centre de connaissances de l'UE sur l'égalité de genre. L'EIGE soutient les responsables politiques et toutes les institutions compétentes dans leurs efforts pour que l'égalité entre les femmes et les hommes soit une réalité pour toutes et tous, en Europe mais aussi au-delà, en leur apportant également une expertise spécifique et des données comparables et fiables sur l'égalité de genre en Europe.

Pour en savoir plus: <http://eige.europa.eu>

Le centre de documentation et de ressources (RDC) de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes est un outil pratique et innovant conçu pour aider à localiser les ressources clés sur l'égalité de genre, faciliter l'échange de connaissances entre les parties intéressées par les politiques et pratiques relatives à l'égalité de genre et offrir un espace de discussion et de débat en ligne.

Pour en savoir plus: <http://eige.europa.eu/content/rdc>



Contact:

Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes
Gedimino pr. 16, LT-01103 Vilnius, LITUANIE
Tél. +370 5215-7444/7400

facebook.com/eige.europa.eu

twitter.com/eurogender

youtube.com/eurogender

<https://eurogender.eige.europa.eu>



ISBN 978-92-9218-565-7

doi:10.2839/26160

MH-04-15-022-FR-N